

tion économiques régionales par l'intermédiaire d'institutions comme le CARICOM et la Banque de développement des Caraïbes. A l'échelle de l'hémisphère, ils ont œuvré dans des organisations aussi importantes que la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine (CEPAL), l'Organisation des États américains (O.E.A.) et le Système économique latino-américain (SELA).

Pour donner suite aux consultations Canada-Antilles du Commonwealth de novembre 1975, des réunions se sont tenues à Port of Spain, en septembre, et à Ottawa, en décembre, afin de mettre au point un nouveau traité économique et commercial destiné à remplacer l'Accord des Antilles de 1912 et de 1925 ainsi que le Protocole de 1966.

Les difficultés économiques qui ont affligé les Antilles du Commonwealth, surtout depuis 1974 — le chômage, l'instabilité des prix des matières premières, la cherté des importations et le déficit de la balance des paiements — n'ont pas cessé en 1976. La crise de la balance des paiements de la Jamaïque, au début de l'année, a dû être atténuée par une série de prêts consentis par ses partenaires du CARICOM, le F.M.I. et le Canada. Un bouleversement économique du même genre a secoué les États associés des Indes occidentales.

Semblables problèmes économiques conjugués au désir de s'affranchir davantage de la tutelle des propriétaires étrangers possédant certaines industries importantes du pays ont amené plusieurs gouvernements des Antilles du Commonwealth à resserrer leur mainmise sur ces entreprises. La Guyane a acheté les avoirs du groupe financier britannique Bookers, détenteur de gros actifs dans ce pays. Le gouvernement de la Jamaïque a acquis des capitaux dans certaines des plus grandes sociétés d'alumine et de bauxite de l'île.

En 1976, l'Agence canadienne de développement international a révisé sa stratégie concernant les Antilles et modifié quelque peu l'ordre de ses priorités. Même si la région devrait continuer de recevoir les plus fortes sommes par habitant fournies par le programme canadien d'aide, celui-ci ne sera plus axé sur l'infrastructure sociale et industrielle

mais plutôt sur la création d'emplois productifs. Le Canada a aussi continué de subventionner des institutions régionales comme la Banque de développement des Caraïbes et l'Université des Indes occidentales.

L'Amérique latine et le système interaméricain

Les relations du Canada avec les pays d'Amérique latine ont été resserrées par les visites du premier ministre Trudeau au Mexique, à Cuba et au Venezuela en janvier et février. C'était la première fois depuis 1960 qu'un premier ministre canadien se rendait en Amérique latine. Cette visite avait pour but de montrer le désir du Canada de renforcer ses relations avec ces trois pays ainsi qu'avec l'Amérique latine dans son ensemble. Cette tournée a servi non seulement à promouvoir les relations bilatérales mais aussi à échanger des idées aussi bien sur des questions interaméricaines que sur des sujets d'importance mondiale.

Le Canada entretient des relations avec tous les pays d'Amérique latine par l'intermédiaire de ses treize missions résidentes. En outre, il œuvre, d'une manière ou d'une autre, au sein d'à peu près toutes les organisations interaméricaines. Le Canada a une mission permanente d'observation auprès de l'Organisation des États américains (O.E.A.) à Washington et est membre de la Banque interaméricaine de développement, de la Commission économique des Nations Unies pour l'Amérique latine, de l'Organisation panaméricaine de la santé (O.P.S.), de l'Institut interaméricain des sciences agricoles (I.I.S.A.), de l'Institut panaméricain de géographie et d'histoire (I.P.G.H.) ainsi que d'autres organismes régionaux.

Le Canada a également eu de nombreuses occasions de travailler en collaboration avec les pays latino-américains à l'extérieur du système interaméricain. Cette action s'est poursuivie dans des organisations comme les Nations Unies et ses institutions, le Fonds monétaire international (F.M.I.), l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT)